Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Nucleaire-et-crise-de-la,29047

27 août 2013

Nucléaire et crise de la démocratie au Japon

Vivant au Japon depuis 34 ans, Janick Magne est très impliquée dans la lutte antinucléaire. Elle se rend régulièrement dans la zone interdite autour de Fukushima, et a effectué une tournée de conférences en France au mois de juin 2013. Elle dresse ici un panorama de la situation au Japon début mai. Glaçant...

Une augmentation des normes de radioactivité

Du 15 au 17 décembre 2012, l'AIEA tenait à Kôriyama, ville de 330 000 habitants dans la préfecture de Fukushima, une grande conférence ministérielle parfaitement illusoire et mensongère sur la sécurité nucléaire. Deux mois plus tôt, "Big Palette", l'impressionnant pavillon d'exposition qui abritait la conférence, accueillait encore des réfugiés de la zone interdite. Aujourd'hui, ils vivent dans des cités d'urgence à deux pas du pavillon d'expo. Paradoxe étonnant : à côté des réfugiés à qui il ne reste que les yeux pour pleurer, ces personnalités, dont la ministre de l'Environnement Delphine Batho, étaient là pour clamer qu'un accident nucléaire se résout fort bien.

J'étais venue pour manifester et j'avais sur moi, comme d'habitude, mon fidèle Gamma-Scout (compteur Geiger). En ville, j'ai noté des chiffres beaucoup trop élevés. Sur plus de 200 mètres, le long de l'avenue qui longe l'université de jeunes filles de Kôriyama, j'ai mesuré 1µSv/h, ce qui ferait près de 9 mSv sur un an. Je lis sur le site de l'ANDRA : "les normes européennes de radioprotection imposent aux industries une exposition limitée du public à 1mSv par an et par personne du fait de leurs rejets dans l'environnement". Cette année, dans la préfecture de Fukushima, la dose admissible pour la population est repassée à 20mSv/an pour les petits et les grands comme on avait déjà voulu l'imposer en 2011. Pour le reste du Japon, c'est toujours 1 mSv.

14 enfants ont porté plainte, exigeant de pouvoir être scolarisés en étant protégés des radiations. Leur plainte a été déboutée. Toshio Yanagihara (2e à partir de la gauche), l'un de leurs avocats, tient ici une banderole "Protégez les enfants des radiations".
©Ian ThomasAsh

Des chiffres

En février 2013, dans la zone interdite, à environ 2 km de la centrale, j'ai mesuré avec mon Gamma-Scout un peu plus de 35 µSv/h. Le petit compteur prêté par TEPCO au poste de contrôle à l'entrée de la zone, lui, ne dépassera jamais 17 µSv/h. Les amis japonais que j'accompagne, venus prendre des mesures de leur propriété en vue d'un dédommagement espéré, explosent : "Avec des doses pareilles, comment peuvent-ils nous dire de revenir ?!". Nous sommes en combinaisons de protection blanches, couverts des pieds à la tête. Plus loin, près de la centrale où nous n'irons pas, les doses se calculent en millisieverts, parfois en dizaines, parfois en centaines de millisieverts par heure.

Les autorités ont installé une centaine de postes de mesure de radioactivité. Ils sont protégés par du grillage pour la simple raison que les gens en colère les détruisent souvent. Les chiffres sont toujours à la baisse par rapport à la réalité, et les lieux d'implantation sont systématiquement décontaminés au préalable. De plus, les appareils mesurent en hauteur, très au-dessus des chemins où les enfants marchent et jouent.

©Ian ThomasAsh

La centrale dans un état effrayant

Les bâtiments des réacteurs sont éventrés, on ne peut approcher de trois d'entre eux, dont il faut refroidir en permanence à l'eau froide les cœurs fondus, au petit bonheur la chance, puisque personne ne peut y entrer. Perchées au sommet des bâtiments en millions de morceaux, en millions de tuyaux et en millions de poutrelles, chargées de détritus, les piscines de désactivation des combustibles usés, dont on se demande à chaque nouvelle secousse sismique si elles tiendront encore longtemps, gardent dans leurs eaux troubles plus de 2000 tonnes de combustibles usés hautement radioactifs. Sur le site, il y a sept piscines en mauvais ou très mauvais état.

Et puis l'eau. L'eau de ruissellement qui descend des collines, 400 m3 par jour, et qui vient se contaminer au contact de la centrale et de l'eau de refroidissement des réacteurs, dans les soubassements de la centrale. Alors il faut pomper, et puis il faut la mettre quelque part, mais les réservoirs creusés à la hâte (d'immenses piscines bâchées) se sont mis à fuir. On est en train de les vider. D'autres réservoir métalliques remplis d'eau radioactive s'entassent sur le site, on ne sait plus qu'en faire. On parle de 300000 tonnes d'eau hautement radioactive, la quantité augmentant chaque jour. Subrepticement, on est en train de nous préparer à l'idée de tout reverser en mer.

Les capacités de stockage de l’eau contaminée par Tepco sont insuffisantes et un manque de réservoirs risque de survenir prochainement.
©Japan Times

Peu de chances d’amélioration

Un expert qui travaille sur la centrale vient de déclarer : "Tepco fonctionne au jour le jour. Ils n’ont pas le temps de penser à ce qui se passera demain, encore moins dans un an", tandis que le responsable de la nouvelle Autorité de sûreté nucléaire japonaise pense que "s’il y a un nouvel accident, on ne s’en sortira pas".

À deux pas de cet enfer, depuis le 1er avril 2013, la superficie de la zone d’exclusion a diminué. Des villages sont ouverts pour la première fois depuis deux ans. La population est invitée à venir y passer quelques heures chaque jour si elle le souhaite. Mais pas à y dormir. En effet, la radioactivité y est encore élevée, et disposée en taches improbables : dans la zone, j’ai mesuré par exemple 2 µSv/h à l’entrée d’une maison et 10 µSv/h de l’autre côté de la rue, dans un petit bois. Les autorités nient les risques.

Impossible de revenir, impossible de partir, qui est responsable de quoi ?

M. Idogawa, maire récemment démissionnaire de la ville-fantôme de Futaba, qui accueille les réacteurs 5 et 6 de Fukushima-1, a annoncé à ses administrés qu’ils ne pourraient pas retourner chez eux avant 30 ans au plus tôt. Pour beaucoup d’entre eux, ça veut dire jamais. Dans une autre ville, le maire, conscient des risques et bravant les ordres, a décliné au nom des habitants l’invitation à retourner. Un groupe de 14 enfants de Fukushima a porté plainte à la cour de justice de Sendai, réclamant leur droit à être évacués et à ne pas vivre dans un environnement radioactif. Leur plainte a été déboutée, même si le tribunal reconnaît la réalité des faits : le gouvernement ne peut pas être tenu pour responsable, partez si vous le voulez, leur a-t-on dit, mais à vos frais.

La responsabilité est une chose mal partagée à Fukushima : la société Tepco a depuis longtemps annoncé que les retombées radioactives ne la concernaient pas puisqu’elles appartiennent désormais aux propriétaires des lieux où elles se trouvent. Le gouvernement japonais, lui, a reconnu avoir utilisé les fonds d’aide aux sinistrés pour aider des entreprises ailleurs et sans rapport avec Fukushima.

Maladies

Les premiers cancers de la thyroïde chez des enfants se sont manifestés : trois cas déjà opérés, sept cas en observation. Les autorités prétendent qu’il n’y a pas de rapport avec l’accident même si les études épidémiologiques montrent qu’il n’existe statistiquement qu’un à trois cas de cancer thyroïdien pour un million d’enfants. Près de la moitié des 38000 enfants examinés présentent des nodules de la thyroïde. Un porte-parole du gouvernement déclare qu’un plus grand nombre d’enfants sont atteints dans le reste du Japon, et les déclarations du Dr Shunichi Yamashita, spécialiste du risque radiologique et président de l’Association Japonaise de la thyroïde reviennent à l’esprit : la bonne humeur est le meilleur remède contre les radiations, les gens qui rient ne tombent pas malades.

©Ian ThomasAsh

Deux types d’évacués

150 000 personnes ont évacué la zone d’exclusion, environ 200 autres ont évacué des villes et des quartiers hors de cette zone sur une base volontaire. La radioactivité dans ces villes est aussi élevée, voire parfois plus, que dans la zone interdite (hormis à proximité des réacteurs) mais lorsque partir ou rester est facultatif, les familles qui ont décidé de partir se retrouvent aujourd’hui sans aucune aide. Les enfants ne peuvent bénéficier d’un suivi médical que s’ils vivent dans le département. Les familles qui se sont réfugiées ailleurs n’ont plus ce droit et les services médicaux ont reçu l’ordre de ne pas examiner les personnes originaires de Fukushima.

Les évacués contraints qui avaient reçu une allocation d’un million de yens de Tepco ont dû les rembourser lorsque la société a décidé de mensualiser l’aide.

Décontamination bidon

Le gouvernement a instauré, sur le papier, un vaste programme de décontamination. On ne compte plus ceux qui se découvrent une âme de décontamineur et se reconvertissent du jour au lendemain dans la profession. La décontamination externe d’une maison plus un espace de 5 mètres tout autour revient à 4700 euros, à payer de sa poche. Le travail est généralement mal fait et il est clair aujourd’hui que la décontamination ne dure pas.
À la première pluie, la maison retrouve le même taux de radioactivité ou plus. Des journalistes du quotidien Asahi ont suivi et photographié avec effarement des décontamineurs qui ne suivaient pas le protocole, utilisaient un kärcher là où il aurait fallu nettoyer à la brosse et à la main, par exemple, pour éviter les éclaboussures ; laissaient l’eau chargée de césium couler sur le sol, dans le jardin, dans les rivières ; jetaient le sol raclé en surface et les végétaux contaminés dans les fossés ou les cours d’eau.

La décontamination selon Tepco… On est en droit de se demander ce qu'il advient des particules radioactives arrachées de l'arbre par le jet d'eau sous pression.
©Tepco

Pour les lieux publics, squares, cours d'écoles, stades, berges, le sol est raclé sur 5 à 15 cm, les végétaux sont ramassés et le tout est mis dans de grands sacs en matériau synthétique que l'on voit maintenant alignés par milliers à proximité de la centrale de Fukushima. Rien dans la loi ne prévoit leur traitement, on les laisse donc sur place, éventuellement en les rassemblant quelque part : dans les cours d'école, le long des routes, dans des champs. Parfois, ce sont juste des bâches qui recouvrent des tas de débris radioactifs. J'en ai mesuré, sur la route et dans des jardins publics : entre 0,6 et 2 µSv/h. Des villes à travers tout le Japon ont été sollicitées pour se partager les déblais radioactifs mais les populations s'y opposant fréquemment, plusieurs préfectures ont fini par renoncer à leur récupération.

À plusieurs centaines de mètres de la centrale, le compteur indique déjà 131 mSv/h.
©Kimimasa Mayama Reuters

Le danger d'une décontamination s'annonce

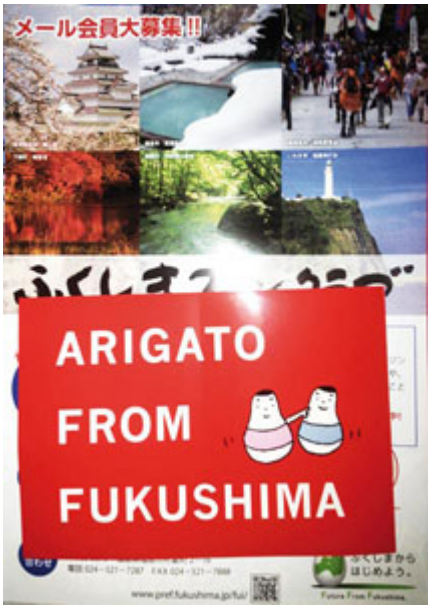
Les vastes forêts de conifères de Fukushima mais aussi d'autres départements sont très contaminées. La cime des arbres a absorbé 60 % du césium projeté après l'explosion des réacteurs et une partie de l'iode-131. Les cèdres et les cyprès perdront leurs aiguilles d'ici 3 à 5 ans. Avec la chute des aiguilles, un deuxième cycle de contamination des sols et des végétaux se mettra en place. À l'image des forêts rouges de Tchernobyl, il faudrait les détruire, en tout cas les éclaircir, mais comment se

débarrasser du bois contaminé ? En 2012, à 1800 km au sud de Fukushima, sur l'île d'Okinawa, des nouilles préparées à l'eau filtrée au charbon de bois dans la tradition locale se sont révélées impropres à la consommation. Quelle était l'origine de leur radioactivité élevée ? Le charbon de bois, préparé à partir d'arbres provenant de la région de Fukushima et lourdement contaminés au césium.

Aucune consigne n'est donnée en prévision de cette bombe à retardement, aucune information ne filtre par les voies officielles.

On s'amuse à Fukushima

Le gouvernement et les autorités locales veulent donner de Fukushima l'image d'une région qui a retrouvé le goût de vivre et qui s'en sort. Tout est fait pour pousser les habitants à retourner y habiter. Une vaste campagne commerciale en faveur du tourisme est en cours ; chaque week-end, des jeux et des fêtes sont organisés. Un correspondant m'a envoyé un prospectus de recrutement pour des "animateurs de 18 à 60 ans" (danse, chant, etc.). Le salaire paraît mirobolant : à partir de 220 000 yens (1700 euros). Certains s'y laisseront prendre.



En japonais, "arigato" signifie "merci". Affiche d'une campagne de promotion du tourisme dans la préfecture de Fukushima.
Photo DR

Le ministre de l'Environnement, Nobuteru Ishihara (fils de l'ancien gouverneur de Tokyo, extrême-droite nationaliste), a déclaré qu'il faudrait interdire les compteurs Geiger aux particuliers. Pour être sûr de pouvoir s'amuser, sans doute.

Mangez local, ça ne craint rien

Le gouvernement vient de décréter que les repas des cantines scolaires de Fukushima ne comporteraient plus que des produits locaux : à force de s'entendre dire que les aliments ne craignent rien, on va finir par le croire ! Et tant pis pour les poissons à 180 000 becquerels/kg qu'on trouve sur les côtes près de la centrale. Et tant mieux pour les agriculteurs qui continuent à vendre des produits poussés dans des champs de 2 µSv/h.

En 2 ans, 100 chevaux sont déjà morts au haras de M. Hosokawa à 45 km de la centrale (hors de la zone d'évacuation). Le propriétaire essaie d'assembler des preuves pour poursuivre Tepco et obtenir des indemnisations… pour un préjudice de toute façon irréparable.
Photo DR

Pourtant, les animaux meurent à Fukushima. Dans un haras situé à Iitaté, à 45 km de la centrale, M. Hosokawa est en train de perdre tous ses chevaux : 100 bêtes sont mortes en deux ans. Iitaté est en zone autorisée alors que la radioactivité est égale à celle de la zone interdite. Des familles, des enfants, y vivent. Les enfants portent des dosimètres dont un service hospitalier relève les données chaque mois sans informer les familles du résultat. Les enfants ne sortent qu'une heure par jour au maximum pour éviter la contamination.

Le dossier médical de ce petit garçon aujourd'hui âgé de 2 ans, Ayato Takano, estime qu'il a reçu dans les 4 mois après Fukushima 5,34 mSv, soit plus de 5 fois la dose annuelle autorisée en France pour le public.
©Ian ThomasAsh

Le résultat est que les familles évacuées sont isolées, leur voix n'est pas entendue, le gouvernement ne se préoccupe pas de la réalité, les ministres sont dans le déni et chacun est appelé à se taire et à s'amuser. À Tokyo, par exemple, personne n'aura "l'impolitesse" d'évoquer Fukushima…. Jusqu'à quand ???

Janick Magne, le 6 mai 2013

Lire son blog : https://janickmagne.blog.lemonde.fr

Notes :

1 : Cité dans The New York Times du 29 avril 2013
www.nytimes.com/2013/04/30/world/asia/radioactive-water-imperils-fukushima-plant.html?smid=go-share

2 : Voir à ce sujet Thierry Ribault, "Fukushima : voici venu le temps de l'imposture scientifique", in "Rue 89 Planète", 11 septembre 2011

3 : CROOKED CLEANUP : Reporters document extent of shoddy decontamination practices
https://ajw.asahi.com/article/0311disaster/fukushima/AJ201301040076

4 : Travaux de chercheurs des universités de Tsukuba et d'Hokkaïdo.

5 : Témoignage d'un agriculteur qui, lui, refuse de vendre sa production.